



Motion Droits et Libertés -12 septembre 2025

La volonté de réduire les dépenses , sans remettre en cause la politique de l'offre qui représente plusieurs centaines de milliards d'euros, se traduit à tous les niveaux par une attaque en règle contre les droits des plus fragiles.

Ainsi , les exilé.es sont accusé.es systématiquement de coûter cher en raison des opérations de sauvetage en mer. Ils et elles se voient dénier le statut de victimes , y compris quand ils/elles perdent la vie en raison de politiques migratoires de plus en plus agressives. Cette semaine, au moins 6 personnes ont trouvé la mort sur les côtes de la manche, par noyade ou par étouffement , les bateaux étant souvent trop chargés car moins nombreux . Les accords avec la Grande-Bretagne entrés en vigueur au 1^{er} août permettant les opérations de la police britannique sur les plages , on ne compte plus les exemples de bateaux lacérés ou d'enfants pourchassés.

Les cours de français des demandeurs d'asile ont vu également leur budget s'effondrer et pour beaucoup se faire en visio, alors que le niveau de français exigé a été encore élevé par la Loi Immigration de 2024 : tout est fait pour ne pas permettre aux exilé.es d'acquérir le niveau exigé et de pouvoir obtenir un titre de séjour.

Le gouvernement démissionnaire a également essayé de faire passer via la CNAM une nouvelle restriction de l'AME, au mépris de la santé publique et bien que l'AME ne représente qu'un milliard par an.

La scolarisation des mineur.es isolé.es continue d'être entravée, dans notre académie comme dans d'autres, au mépris du droit fondamental à la scolarisation. Et pourtant , des lycées ont des places vacantes et veulent accueillir ces jeunes qui ne demandent qu'à apprendre et apporter de la richesse. Tout est fait pour les en exclure car il faut prouver 6 mois de scolarisation pour pouvoir prétendre à un titre de séjour à 18 ans.

Enfin, la protection subsidiaire accordée aux exilé.es ukrainien.nes prendra fin le 1^{er} décembre, plongeant ces dernier.es dans l'illégalité.

Toutes ces politiques s'appuient sur des argumentaires faits de mensonges et de contre-vérités pour attaquer les droits fondamentaux. Toutes les études démontrent que les étranger.es apportent plus de richesses qu'ils ne coûtent, y compris en termes financiers. Au-delà de la désignation de boucs émissaires, elles alimentent une xénophobie et un racisme à tous les niveaux qui mettent en danger la démocratie.